



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

coopération

Question au Gouvernement n° 4363

Texte de la question

ARIANE 6

**M. le président.** La parole est à Mme Geneviève Fioraso, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

**Mme Geneviève Fioraso.** Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Monsieur le secrétaire d'État, avec le prochain départ de notre astronaute Thomas Pesquet pour la station spatiale internationale et les premiers services du système européen de géolocalisation Galileo, cette fin d'année 2016 est riche d'événements pour la filière spatiale.

C'est une très bonne nouvelle. Dans la morosité ambiante, il est toujours bon de rappeler les grandes réussites européennes, encore plus quand la France en est le chef de file, grâce à l'excellence de son agence, du Centre national d'études spatiales – le CNES –, d'Arianespace et de ses industriels.

La filière spatiale est une filière d'avenir dont nous devons développer l'aval pour créer des emplois dans les services et les applications, comme je l'ai proposé dans le rapport remis au Premier ministre, à sa demande, en juillet dernier. Mais il fallait d'abord consolider l'autonomie de l'accès à l'espace. C'est tout l'enjeu du nouveau lanceur Ariane 6, annoncé à la « Ministérielle » de l'Agence spatiale européenne en 2012 pour rattraper le retard pris par l'Europe : confirmé au Luxembourg en 2014, ce projet a fait l'objet d'une convention que vous venez de signer.

Dans un contexte international complexe, Ariane 6 permettra à notre pays, avec l'Europe, de faire face à plusieurs enjeux : la souveraineté, avec l'observation, la surveillance et la cybersécurité ; la création d'emplois pour la science, la lutte contre le réchauffement climatique, l'accès à internet pour tous ou l'agriculture ; la modernisation du Centre spatial guyanais.

Aujourd'hui, la compétition internationale est forte, qu'elle vienne des États-Unis ou des pays émergents. L'Europe se devait d'agir pour confirmer son rayonnement. C'est l'engagement rappelé par le Président de la République hier, sur le site d'Airbus Safran Launchers aux Mureaux, où l'on développe Ariane 6.

Monsieur le secrétaire d'État, pouvez-vous confirmer l'engagement de la France et de l'Europe pour réussir le premier vol d'Ariane 6 en 2020 et préciser les moyens prévus pour développer les services et les applications, notamment dans le domaine très porteur des télécommunications ?

Et félicitons-nous une fois de plus, collectivement, de ce très beau projet européen. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

**M. Arnaud Richard.** Très bien !

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.** Merci, madame la députée. Vous avez raison : dans un peu moins de 1 500 jours – 1 499 exactement –, la nouvelle fusée Ariane décollera du pas-de-tir de Kourou.

Ce sera le résultat d'un travail intense, depuis le compromis de Luxembourg en décembre 2014, auquel vous avez grandement contribué. Il a fallu passer d'un accord-cadre à un véritable accord scientifique, technologique, industriel, réunissant 13 partenaires dans toute l'Europe autour de trois partenaires industriels principaux : Airbus Safran Launchers bien sûr, mais aussi MT Aerospace pour l'Allemagne et Avio au Royaume-Uni.

La négociation fut intense, au plan industriel comme au plan diplomatique. Son aboutissement était vital pour que l'Europe, dans un marché bouleversé, puisse de manière autonome accéder à l'espace quand elle le souhaite, à des coûts compétitifs. Le pari industriel consiste à baisser de 50 % en quatre années le coût de lancement d'un satellite, ce qui constitue une véritable prouesse.

Quel est le sens de ce pari ? Il s'agit d'abord de montrer que pour de grands projets, la France, pays de tradition spatiale, a besoin de l'Europe. La France finance 50 % du projet, l'Europe les 50 % restants. La France a aussi besoin de récupérer, d'associer les meilleures technologies au niveau européen, pour garantir la fiabilité des lanceurs. Rappelons qu'Ariane a procédé à 74 lancements couronnés de succès.

Mais l'Europe aussi a besoin de la France. Sans la France en effet, il n'y a pas de projet ; sans la France, sans les femmes, les hommes et les savoir-faire industriels de ses usines, il n'y a pas de projet réussi.

Que faut-il faire, après s'être félicité du rôle de l'Agence spatiale européenne et du CNES ? Il faut travailler davantage à de nouveaux partenariats publics-privés pour les applications.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Geneviève Fioraso](#)

**Circonscription :** Isère (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4363

**Rubrique :** Espace

**Ministère interrogé :** Enseignement supérieur et recherche

**Ministère attributaire :** Enseignement supérieur et recherche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [16 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 novembre 2016](#)